

COMMUNIQUE DE PRESSE

~~RWANDA~~  
- BURUNDI

B70.3

" Rapport d'une mission d'information dans  
les camps de réfugiés burundais au Rwanda"

(R. NTIBAZONKIZA)

Raphaël

Du 11 février au 3 mars 1994, une mission d'information a été organisée par Droits de l'Homme Sans Frontières dans les camps de réfugiés burundais, au Sud du Rwanda. Ceux-ci ont quitté leur pays suite au putsch militaro-civil du 21 octobre 1993 qui a emporté la vie de Son Excellence le Président NDADAYE Melchior.

Dans l'optique de nos objectifs, qui visent la promotion de la Démocratie, de l'Etat de Droit et des Droits de l'Homme, la situation dramatique vécue par les réfugiés burundais (environ 700 000 au total) dont la majorité se trouvent au Rwanda ( $\pm$  350 000), d'autres en Tanzanie ( $\pm$  270 000) et d'autres enfin au Zaïre ( $\pm$  80 000) nous a interpellés. Aussi avons-nous chargé un d'entre les membres de notre Conseil d'Administration, Raphaël NTIBAZONKIZA, de se rendre sur place, afin de nous ramener des informations fiables sur le sort des réfugiés burundais au Rwanda.

Une telle mission n'était pas des plus faciles, vu le contexte socio-politique dans lequel elle s'est déroulée :

- 1° du côté rwandais, le climat politique malsain qui prévaut tant à Kigali que dans les provinces à l'heure actuelle, suite aux séquelles de la "guerre d'octobre 1990" ne permettait pas la mise en place d'une forte délégation qui aurait exigé une protection armée, chose impensable pour une mission privée;
- 2° du côté burundais, force est de constater que ce que d'aucuns appellent le "Coup d'Etat manqué" du 21 octobre 1993 s'est plutôt transformé en "Coup d'Etat rampant", dont les effets sur la démocratisation du Burundi et le respect des droits de l'homme sont encore visibles : les réfugiés ne peuvent rentrer dans leurs foyers au Burundi, qu'à leurs risques et périls, au vu de l'insécurité qui y règne encore (témoin les récents massacres de Kamenge à Bujumbura); le processus de respect des droits de l'homme amorcé par feu le Président NDADAYE Melchior a été brutalement arrêté, puisque les putschistes et leurs commanditaires courent toujours dans l'impunité la plus totale, eux qui ont entraîné la mort de plus de 100 000 personnes. Tout cela incite les réfugiés burundais à la plus grande prudence, quand ils évoquent la nécessité du retour au pays natal. Ajoutons à tout cela le fait que les autorités civiles démocratiques sont sous la haute surveillance d'une armée nationale putschiste.

../..

A travers ma personne en tant qu 'envoyé spécial de l'ONUSF, les réfugiés ont une voix, et ils tiennent à la garder. Je suis donc leur porte-parole auprès de chacun et de chacune d'entre vous et, grâce à votre entremise, auprès des organisations ou institutions que vous représentez. Voilà pourquoi je me hâte de vous transmettre le message des réfugiés burundais que j'ai eu le plaisir de rencontrer. Contrairement aux grandes organisations humanitaires, aux O.N.G. ou aux délégations ministérielles, notre rapport de mission se doit de sortir rapidement, en écho aux souhaits des réfugiés eux-mêmes.

En effet, dans la mesure où ce sont ces derniers qui ont participé à la défense des institutions démocratiques burundaises en octobre 1993 aux côtés des rescapés demeurés à l'intérieur du pays, les réfugiés burundais n'ont pas besoin qu'on parle pour eux; ils ont horreur qu'on les prenne pour des enfants, tellement leur sentiment de dignité humaine est aiguisé .

Pendant 3 semaines, j'ai eu à visiter 10 camps sur 23 (soit environ 180 000 personnes) disséminées à la frontière rwando-burundaise, du Sud-Est (préfecture de Kigali) au Sud-Ouest (préfecture de Gikongore), en passant par le Sud (préfecture de Butare). J'y ai trouvé une population burundaise profondément unie, ce qui dément les allégations de certains journalistes burundais et belges (tels ceux de la Libre Belgique) qui parlent de manipulation des réfugiés burundais par le Palipehutu. Dans les camps de réfugiés, tous les Burundais tiennent à la démocratie issue des élections de juin 1993 et soutiennent les institutions et le Gouvernement démocratiques actuels, toutes tendances politiques confondues.

Une autre particularité des réfugiés burundais de 1993 : contrairement à leurs homologues ayant quitté le Burundi antérieurement, les réfugiés actuels n'ont pas fui le régime politique burundais. Ce sont des soutiens de ce régime, qui ont fui le terrorisme meurtrier des putschistes anti-démocrates d'octobre 1993 qui continuent à sévir à l'heure actuelle; ainsi pouvons-nous comprendre l'acuité de leurs préoccupations, en liaison avec le drame que vit leur patrie d'origine. Ces préoccupations se résument en 4 points principaux:

#### 1. LA QUESTION DU RAPRIEMENT

Les réfugiés sont impatients de regagner leur pays, et ce pour 2 raisons essentielles : chez les adultes prédomine la volonté de sauver leurs cultures, en particulier la culture du café (n'oublions pas que les réfugiés du Sud du Rwanda proviennent des provinces de Kirundo, Ngozi, Kayanza, Bubanza et Cibitoke, provinces septentrionales du Burundi où l'on produit la plus grosse part du café burundais).

Chez les jeunes prédomine la volonté de regagner les bancs de l'école, surtout qu'ils apprennent que certaines écoles ont rouvert leurs portes depuis le 21 février 1994. Cependant, cette réouverture demeure problématique, puisque, rien que dans l'Enseignement primaire, l'on constate 300 instituteurs et institutrices tués et 1 500 portés disparus (d'après les chiffres cités par Radio Bujumbura le 22 février 1994), soit plus de 30 % des 5 000 instituteurs et institutrices que comptait le Burundi avant le putsch du 21 octobre 1993. Lorsque l'on sait, enfin, que le domaine de scolarisation est le seul domaine qui n'est pas pris en compte par les organismes d'aide humanitaire, on comprend l'inquiétude et l'impatience des jeunes élèves burundais.

## 2. LES PROBLEMES MATERIELS

Dans tous les camps de réfugiés que j'ai visités, la seconde priorité est constituée par la question de la survie matérielle : pour les adultes, c'est la famine qui les inquiète le plus. Dans certains camps comme celui de Kigembe en préfecture de Butare, il meurt 10 à 30 personnes chaque jour, de faim. Les distributions de vivres sont trop rares (1 fois tous les 15 jours : voir tableau n° 3) pour être suffisantes. Cela s'ajoute aux effets combinés de la malnutrition (du maïs américain et de la farine de manioc) et de la sous-nutrition (500 gr. de maïs + 500 gr. de farine de manioc tous les 15 jours). Ainsi, la famine passe avant les maladies tropicales comme cause actuelle de mortalité. L'autre besoin urgent pour les adultes est constitué par le manque de couvertures : la région Sud du Rwanda, proche des rivières Akanyaru et Akagera, est marécageuse et humide. Le peu de couvertures qu'ils reçoivent est utilisé comme linceuil pour enterrer les morts. Pour les jeunes, la plus grande préoccupation matérielle, est le manque de vêtements : parmi les aides d'urgence qui parviennent aux réfugiés, les vêtements d'enfants et de jeunes sont rares. C'est le cas dans les camps de Ngenda (en préfecture de Kigali), de Saga I et Saga II (en préfecture de Butare) et de Nshili (en préfecture de Gikongoro).

Un autre problème lié aux questions matérielles préoccupe les réfugiés, adultes et jeunes : c'est l'oisiveté. Les réfugiés n'ont aucune occupation, exception faite de certains camps où les intellectuels se sont constitués en comités d'aide aux autres réfugiés, en qualité de chefs de quartiers pour régler les petits litiges naissant entre réfugiés. Cependant, malgré l'oisiveté, je n'ai constaté ni entendu parler d'aucun cas de délinquance ou de criminalité; les réfugiés vivent en parfaite convivialité, d'autant plus facilement qu'il en est ainsi dans la tradition burundaise.

../..

### 3. LA QUESTION DE L' INSECURITE

L'autre priorité des réfugiés est constituée par les questions liées à leur sécurité : à l'insécurité matérielle se joint souvent l'insécurité physique. C'est pourquoi, suite à certaines incursions de militaires burundais déguisés (ou pas) en civils, le Ministère de l'Intérieur a dépêché auprès de plusieurs camps de réfugiés un détachement de Gendarmerie. Celui-ci, vu sa petite taille ( $\pm$  10 Gendarmes) joue surtout un rôle dissuasif. L'autre motif d'insécurité était constitué par, au début, les rixes entre réfugiés tutsi appuyés par des éléments du F.P.R.-Inkotanyi et les réfugiés burundais : en Commune Kigembe, le Préfet de Butare a dû séparer les 2 groupes et attribuer un camp supplémentaire aux quelques 8 000 réfugiés tutsi burundais, en site de Kibero. Au vu de ce précédent, les réfugiés burundais, en particulier les intellectuels, appréhendent les effets induits de l'application éventuelle des Accords d'Arusha (4 août 1993) au Rwanda : dans la mesure où le Ministère de l'Intérieur et la direction de la Gendarmerie seront dévolus au F.P.R.-Inkotanyi, ils ont peur que l'insécurité ne s'accroisse autour des camps. Aussi sont-ils pressés de rentrer au Burundi, n'eût été, là encore plus, insécurité permanente constituée par les bandes armées de militaires et de civils qui continuent à sévir, particulièrement dans les provinces de Kirundo, Ngozi, Kayanza où sévisent l'armée burundaise épaulée par des civils tutsi et twa burundais ainsi que des réfugiés tutsi rwandais. Rappelons que c'est de ces provinces du Nord du Burundi que sont généralement issus les réfugiés burundais au Rwanda.

### 4. LES PROBLEMES LIES A L'ENCADREMENT SOCIO-POLITIQUE

La dernière catégorie de problèmes que rencontrent les réfugiés est constituée par le système d'encadrement qui leur est appliqué. Dans la pratique, les réfugiés burundais sont devenus des otages des organismes humanitaires : hormis M.S.F.-Belgique qui est l'organisation la plus efficace dans sa lutte contre les maladies épidémiques dans les camps (à l'heure actuelle, les réfugiés ne meurent plus que de malaria. Celle-ci sévit surtout dans les camps situés en préfecture de Gikongore : à Nshili), les autres organismes humanitaires tels le H.C.R., CARITAS CATHOLICA et la Croix-Rouge Rwandaise détournent l'aide matérielle destinée aux réfugiés burundais (huile, savon, haricots) soit pour la distribuer dans les camps rwandais du Nord, soit, dans le fait de certains agents de ces organisations, pour la revendre dans les grands centres urbains tels que Butare ou Gikongoro. Lorsque l'on sait que tous les organismes humanitaires d'aide préfèrent s'adjoindre des collaborateurs tutsi rwandais, on comprend aisément ce qui précède.

Ajoutons-y un problème psychologique relationnel entre ces intermédiaires tutsi et les réfugiés burundais, hutu dans leur grande majorité, et nous aurons compris l'origine des problèmes rencontrés par ces réfugiés.

Du côté des autorités burundaises, les réfugiés attendent une aide en matière organisationnelle : en effet, les chefs de base que se choisissent les réfugiés ne sont jamais acceptés par les autorités rwandaises ou les responsables de l'aide humanitaire, ce qui pose un problème d'interlocuteur pour les réfugiés. Ceux-ci ont l'impression qu'on ne veut pas écouter leurs doléances. Les rares administrateurs communaux ayant fui avec leurs administrés, tels ceux de Busiga ou de Kayanza que nous avons rencontrés, se sentent mis sur la touche et ont quitté les camps de réfugiés. Ils sont accueillis par leurs homologues rwandais. A ce sujet, mention spéciale doit être faite pour l'accueil enthousiaste des populations rwandaises en général, à l'égard des réfugiés burundais. Du côté du Burundi donc, une négociation devrait être entreprise avec les autorités rwandaises, afin de permettre aux réfugiés de s'organiser pour régler leurs litiges, présenter leurs doléances aux autorités, veiller à leur sécurité.

D'autres problèmes se posent encore en matière d'encadrement : l'absence d'encadrement spirituel ou religieux. Exception faite du camp de Saga I où des Prêtres missionnaires au Rwanda assurent une présence spirituelle, de celui de Nyakizu où les religieux Baptistes aident spirituellement et matériellement les réfugiés, de celui de Saga II où les Frères de la Charité de Butare et Prêtres rwandais s'occupent des réfugiés burundais, aucun autre encadrement spirituel ou moral n'est apporté à ceux-ci.

#### CONCLUSIONS GENERALES : LES RESULTATS DE LA MISSION

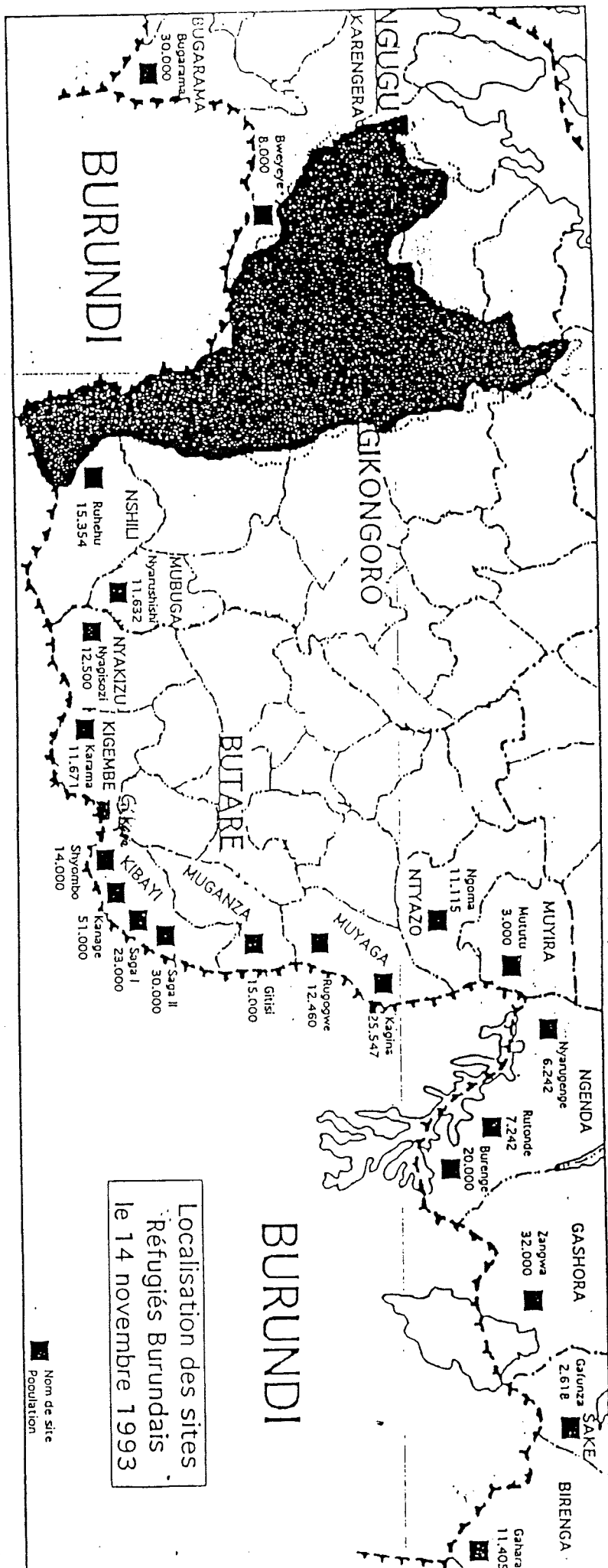
Hormis une grande moisson d'informations théoriques et chiffrées sur les réfugiés burundais, j'ai pu récolter des informations précises sur le nombre et l'identité des morts hutu au Nord du Burundi ainsi que leurs tueurs tutsi : dans 2 camps (de Kigembe) où j'ai pu obtenir des informations, je suis en possession d'une liste d'environ 1 000 hutu tués depuis octobre 1993 et ± 300 tueurs tutsi. Ainsi donc, en extrapolant rapidement, nous pouvons totaliser plus de 25 000 personnes tuées au Nord du Burundi. En y ajoutant ceux du centre et de l'Est (provinces de Gitega, Karuzi, Ruyigi, Rutana) ou de l'Ouest (Muramvya, Bujumbura) et du Sud (Bururi et Rumonge), nous dépassons largement les 100 000 morts, souvent cités par les observateurs.

../..

Ce chiffre nous place bien au-delà du nombre de morts avancé par la Commission d'enquête des O.N.G. au Burundi début février 1994 : 20 à 50 000 morts.

Cette disparité dans les appréciations du nombre de disparus rend plus aiguë la nécessité de la mise en place d'une Commission d'Enquête Internationale sous l'égide de l'O.N.U. Seule une telle Commission serait à même de relever la responsabilité des putschistes, afin de mettre en place une assistance juridique au Burundi, sous la forme d'un Tribunal International, semblable au Tribunal de Nuremberg qui a jugé les criminels nazis, au sortir de la 2e guerre mondiale.

Je vous remercie.



4/02/94 13:55

Résultats du recensement du 27/12/93  
au 31/12/93 des réfugiés burundais

Préfectures	Camps	Effectifs	Eff. Présis	Familles	Fam. Présis	Enf < 5 ans	Enf 5-12	Tot Hom Adu	Tot Fem Adu	E.N./Accp	Fam.M.Par	Fem seuil/vv	Handicap
BUTARE	Akankuba	3 931	3 863	948	935	745	1 015	2 847	1 116	19	246	81	34
	Gitsi	11 514	11 413	3 877	3 843	2 149	2 965	3 942	3 553	763	1 502	787	243
	Kagira	16 181	15 704	5 368	5 216	3 130	4 121	5 255	4 988	931	1 811	976	206
	Kanaga	20 752	20 244	6 569	6 401	4 345	5 301	6 228	5 851	521	2 343	530	278
	Karama	16 797	8 493	3 779	2 081	2 956	4 719	4 527	4 595	60	909	213	1 783
	Mututu	4 075	3 138	1 038	793	880	1 066	941	1 188	21	321	87	263
	Ngoma	9 650	9 485	2 689	2 645	2 044	2 332	2 465	2 809	111	643	259	128
	Kibayi	135	135	45	45	29	46	18	42	2	28	5	1
	Rungwe	10 822	10 781	3 634	3 617	2 177	2 618	2 629	3 398	437	1 210	626	42
	Saga I	17 902	17 786	5 238	5 194	3 161	4 675	4 801	5 265	502	1 701	1 425	92
I	Saga II	12 683	12 504	4 192	4 128	2 411	3 200	3 322	3 750	208	1 254	478	122
	Uwimpizi	10 814	7 915	2 259	1 641	1 976	2 943	2 784	3 111	148	492	232	794
	Total préfecture	135 256	121 481	39 636	36 539	26 003	35 001	34 586	39 666	3 723	12 460	5 699	3 986
CYANKUJU	Bugarama	7 406	4 144	3 265	1 773	1 369	1 670	2 724	1 643	484	1 304	419	1 528
	Bweyeye	1 496	1 478	531	522	332	416	364	384	6	211	151	10
	Total préfecture	8 902	5 622	3 796	2 295	1 701	2 086	3 088	2 027	490	1 515	570	1 538
GIKONGORO	Ruharu	10 836	9 284	2 122	1 752	2 690	3 275	2 663	2 208	162	604	38	384
	Munini	321	321	78	78	64	71	99	87	1	22	6	0
	Shororo	12 937	12 455	2 156	2 035	2 657	3 515	3 641	3 124	34	552	44	143
GITARAMA	Total préfecture	24 094	22 070	4 356	3 865	5 411	6 861	6 403	5 419	197	1 178	88	527
	Gsat	1 749	1 746	763	760	285	276	728	460	178	117	17	6
	Total préfecture	1 749	1 746	763	760	285	276	728	460	178	117	17	6
KIBUNGO	Galunza	1 432	1 400	473	457	264	346	412	410	10	263	41	16
	Gahara	7 435	4 456	2 487	1 610	1 685	1 638	2 260	1 852	431	494	190	879
	Malongo	376	377	113	112	92	73	110	101	20	29	10	4
	Total préfecture	9 243	6 227	3 073	2 179	2 041	3 057	2 782	2 363	461	786	241	899
KIGALI	Burenge	38 312	37 584	10 232	10 033	8 024	9 027	9 971	11 290	1 286	3 550	1 740	264
	Nyangenge	8 650	6 672	2 566	1 942	1 980	2 038	2 292	2 340	371	577	272	643
	Nzangwa	25 018	24 263	6 692	6 500	5 536	6 182	6 228	7 107	605	2 071	506	277
	Ruonde	10 945	10 819	3 101	3 042	2 062	2 578	2 993	3 312	400	831	402	74
	Total préfecture	82 925	79 338	22 591	21 517	17 602	19 775	21 484	24 049	2 662	7 711	2 920	1 258
Total général	262 169	236 484	74 215	67 155	53 043	66 056	69 071	73 984	28,22%	2,94%	23 085	9 535	8 214
			90,20%		90,49%	20,23%	25,20%	26,35%	28,22%	2,94%	8,81%	3,64%	3,13%

2/30/94





date 24/1/94

**SUMMARY OF WATER AND SANITATION INDICATORS**  
UNHCR Relief Program for Burundi Refugees in Southern Rwanda

24/1/94

Prefecture	Camp	Population	E A U		ASSAINISSEMENT	
			Quantite Disponible		No. de Latrines	Personnes par Latrine
			(m3/jour)	(l/pers/jour)		
BUTARE	Akankuba	3,858	20	5	160	24
	Gitisi	11,538	139	12	88	131
	Kagina	16,470	130	8	202	82
	Kanage	20,800	326	16	708	29
	Karama	18,618	124	7	67	278
	Mututu	4,072	14	3	64	64
	Ngoma	9,673	80	8	101	96
	Rugogwe	10,911	40	4	129	85
	Saga 1	17,926	214	12	360	50
	Saga 2	12,337	232	19	350	35
	Uwimpfizi	10,954	39	4	70	156
	<b>SUBTOTAL</b>	<b>137,157</b>	<b>1358 m3</b>	<b>10 ltrs</b>	<b>2299</b>	<b>60</b>
CYANGUGU	Bugarama	14,500	35	2 [a]	22	659
	Bweye	1,384	[b]	[b]	[b]	[b]
	<b>SUBTOTAL</b>	<b>15,884</b>	<b>35 m3</b>	<b>2 ltrs</b>	<b>22</b>	<b>659</b>
GIKONGORO	Ruheru	10,844	84	8	104	104
	Shororo	13,009	52	4	112	116
	Munini	320	[c]	[c]	[c]	[c]
	<b>SUBTOTAL</b>	<b>24,173</b>	<b>136 m3</b>	<b>6 ltrs</b>	<b>216</b>	<b>112</b>
GITARAMA	Gisali	1,754	[d]	[d]	[d]	[d]
	<b>SUBTOTAL</b>	<b>1,754</b>	<b>na m3</b>	<b>na ltrs</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
KIBUNGO	Gahara	7,440	59	8	25	298
	Matongo	371	[e]	[e]	[e]	[e]
	Gafunzo	1,435	12	8	20	72
	<b>SUBTOTAL</b>	<b>9,246</b>	<b>71 m3</b>	<b>8 ltrs</b>	<b>45</b>	<b>205</b>
KIGALI	Burenge	40,688	177	4	158	258
	Nyarugenge	8,327	70	8	168	50
	Rutonde	9,844	68	7	44	224
	Nzangwa	25,261	210	8	320	79
	<b>SUBTOTAL</b>	<b>84,120</b>	<b>525 m3</b>	<b>6 ltrs</b>	<b>690</b>	<b>122</b>
<b>GRAND TOTAL (All Camps)</b>		<b>272,334</b>	<b>2,125 m3</b>	<b>8</b>	<b>3,272</b>	<b>83</b>

[a]. HCR Field Officer estimates that 7500 refugees reside in camp, remaining population of 7000 are accommodated by local population. Actual per capita water availability is therefore higher than shown in this table.

[b]. Bweye refugee population is mostly accommodated by local population.

[c]. No current statistics available for Munini refugee population.

[d]. No current statistics available for Gisali refugee population.

[e]. No current statistics available for Matongo refugee population.

# DROITS de l'HOMME

## sans frontières

B.P. 1, B- 7090 Braine-le-Comte - Cpte. 001-2106313-34 - Tél. 067/33 39 95 - Fax. 067 / 33 63 45

Journal européen des Droits de l'homme publié par l'asbl 'Bruxelles-Droits de l'Homme / Brussels Human Rights' pour la promotion de la Démocratie, de l'Etat de droit et des Droits de l'homme.

### CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Quelques points de repère pour mémoire

#### 1. Constats

- Adultes: Malnutrition et sous-nutrition (famine / mortalité)
  - Manque de couvertures et de médicaments
  - Logement insuffisant
- Jeunes : Manque de vêtements
  - Absence de scolarité/ Oisiveté
- Priorités:
  - Retour au pays mais problème d'insécurité
  - Absence d'infos sur l'évolution de la sécurité au Burundi
  - Relations avec les autorités des camps (représentativité)
  - Problème de la récolte du café au Burundi

#### 2. Besoins des réfugiés: aides urgentes

- vêtements pour les jeunes
- médicaments pour les adultes et les enfants
- nourriture variée pour tous

#### 3. Conclusions et propositions

- Spécificité des réfugiés burundais: ils ont fui la terreur et la persécution ethniques consécutives
- Contraste entre l'auto-satisfaction (en termes d'aide matérielle) affichée par la délégation du H.C.R. à KIGALI et la situation matérielle déplorable sur le terrain

Recommandations:

- Mettre en place un comité de concertation représentatif des réfugiés dans les camps
- Organiser l'encadrement des réfugiés
- La problématique de l'aide par les organismes internationaux
- Différence de sort entre les réfugiés à l'extérieur et les déplacés à l'intérieur

#### 4. Résultats concrets de la mission

- Collecte de nombreuses informations
- Filière d'acheminement de l'aide venant de Belgique
- Informations sur les morts et leurs assassins dans les diverses régions d'origine au Burundi